

L'INDÉPENDANCE

Belgique: un numéro 20 centimes.

PREMIER 42 fr. par trimestre, 40 par année.
PROVINCE 42 fr. par trimestre, 40 par année.
LA FRANCE 21 fr. par trimestre, 20 par année.
ALLEMAGNE 48 fr. par trimestre, 45 par année.
ANGLETERRE 48 sh. par trimestre, 45 par année.
AUTRES PAYS 42 fr. par trimestre, 40 par année.

BELGE.

Edition du matin

B. LUNDI

On s'abonne :
 BRUXELLES, rue des Fossés-aux-Loups, 2.
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste.
 PARIS, HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51.
 ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
 Hasenstein et Vogler.
 LONDRES, Cowie and son, 2, St.-Ann's Lane; Delizy,
 Davies et Co, 1, Finch Lane, Cornhill; 4, Cecil St.,
 Strand; Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,
 Tavistock Row; Aug. Siegle, 110, Leadenhall Street.
 AMSTERDAM, B. Esendracht, libraire.
 LA HAYE, Belinfante frères, libraires.
 ROTTERDAM, M. Nijgh et Van Duijn, libraires;
 LUXEMBOURG, au bureau de poste.
 ROME, Mele, libraire, place Colonna.
 GENÈVE, Crilani, place de la Poste, 21.
 FLORENCE, Vassallo, cabinet littéraire.
 NANTES, Delen et Rocholl.
 MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière.
 CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire.
 SMYRNE, Decipris et Co, libraires.

BRUXELLES, 7 juillet.

REVUE POLITIQUE.

Nous avons dit hier quelques mots seulement du rapport présenté par M. le duc de Broglie à l'Assemblée nationale, et de la proposition relative à la convention conclue avec l'Allemagne. C'est une pièce qui restera curieuse dans l'histoire parlementaire de nos voisins du Midi, et nous ne pouvons nous empêcher d'y revenir, comme on revient toujours à un morceau de maître.

Le rapport de M. de Broglie, en effet, concluant formellement en faveur de l'approbation du traité, et constatant l'approbation à été votée à l'unanimité par la commission, est pénétré d'insinuations tendues et de révérences transparentes qui en font un chef-d'œuvre de perdition jésuitique.

L'ancien ambassadeur à Londres indique à peine les avantages des stipulations obtenues par M. Thiers, et son unique soin est de les présenter comme résultant en quelque sorte nécessairement des traités de Versailles et de Francfort. En revanche, il insiste sur les points faibles. Il s'attache, en un mot, à ne point attribuer le moindre mérite au gouvernement qui a conduit à bonne fin une négociation d'une nature infiniment délicate et à éveiller l'idée qu'il pourrait bien être responsable de ce qu'il lui a été impossible d'obtenir. Le trait final de ce factum est à lui seul une merveille. Parlant de l'éventualité, prévue par le traité, d'une évacuation complète dans un terme rapproché, telle que la veut et que le prépare le président de la République, M. le duc de Broglie s'exprime ainsi, en manière de péroraison : « Nous » acceptons cette perspective comme la » solution des rigueurs que nous subissons » encore. C'est au crédit de la France, à ce crédit » si solidement établi, et qui sort avec tant d' » état de l'épreuve présente, que nous demandons » ce bienfait suprême. Il ne se fera pas attendre. » Messieurs, si vous persistiez dans cet esprit de » modération pacifique, et de patriotisme dévoué, » ment dont cette Assemblée s'est toujours mon- » trée animée, et qui assure, dans ses rapports » avec l'étranger, l'autorité morale du gouverne- » ment qui parle en son nom. »

Ainsi, voilà qui est entendu : c'est l'Assemblée, c'est la majorité cléricalle et monarchique qui donne à M. Thiers cette autorité morale à laquelle il doit tous les égards que lui témoigne la diplomatie étrangère et toute l'influence qu'il a conquise auprès des grands gouvernements de l'Europe. C'est en multipliant autour de lui les intrigues, c'est en conspirant sans cesse et en manœuvrant sans trêve pour miner son autorité à l'intérieur, que la grande coalition des droits lui a assuré l'autorité incontestable dont il jouit au dehors. Que ne dit-on tout d'un coup que si l'Allemagne ne s'est pas montrée intraitable dans la négociation qui a abouti à la convention du 29 juin, on ne doit à la démonstration des hommes de bien ?

Vraiment, un peu plus de modestie s'aurait aux organisateurs et aux conducteurs de cette démonstration fameuse, surtout lorsqu'il s'agit des négociations avec l'Allemagne; car il n'y a pas de leur faute s'ils n'ont pas réussi à ébranler la situation de M. Thiers et si, — ce qui est la conséquence immédiate de leur succès, — les négociations n'ont pas été rompues. Il importe, non pas qu'ils sachent, car ils n'ont rien à apprendre là-dessus, mais qu'on sache bien dans le public où ils s'imaginent faire des dupes, que la confiance accordée au président de la République par les gouvernements étrangers, l'a conquise, malgré eux et en dépit de leurs intrigues, par leur propre jugement, par sa bonne politique secondée par la sagesse et l'esprit sincèrement conservateur du parti républicain.

L'empereur Guillaume a commencé le 26 juin sa cure à Ems et la continuée jusqu'à être le meilleur succès. Sa Majesté entend régulièrement les rapports ordinaires des cabinets civil et militaire. Le 9, l'empereur compte assister à l'inauguration solennelle du monument érigé près de Nassau, en l'honneur du baron de Stein, le grand homme d'Etat de l'époque de la renaissance de la Prusse.

Le Conseil fédéral de l'empire allemand composé, comme on sait, de députés des gouvernements confédérés, concourt à la législation fédérale; mais ses délibérations ne sont pas publiques, et ce n'est qu'incidemment que l'on apprend ce qui se passe dans son sein. Cette assemblée vient de prendre une mesure dont tout le monde lui saura gré : elle a décidé d'autour le son règlement d'ordre deux nouveaux articles : le premier, qu'un résumé de chaque séance sera publié par la voie du *Moniteur de l'empire*; le second, que la chancellerie publiera, à des intervalles périodiques, les comptes rendus détaillés des délibérations ainsi que les documents qui s'y rapportent.

L'archevêque d'Utrecht, M. Loos, est arrivé à Munich. Le clergé catholique janséniste a été reçu à la gare par le grand maître des cérémonies du Roi et par les sommités des anciens catholiques. Il procédera au sacre des jeunes théologiens de ce culte et administrera le sacrement de la confirmation dans les communautés des catholiques antijansénistes.

Un revirement qui n'est pas sans importance vient de se produire dans la politique de la curie romaine à l'égard de l'Italie. On mande de Rome que le Pape a recommandé aux cardinaux qu'il a reçus le 2 juillet de pousser les fidèles à prendre part aux élections politiques et aux élections municipales, afin d'exercer leur part d'influence dans les affaires politiques. Pareille recommandation a été transmise par l'archevêque de Naples à ses prêtres. On sait que depuis 1859 le Saint-Siège recommandait aux catholiques italiens une complète abstention dans les élections.

L'Assemblée fédérale suisse n'aura à s'occuper, dans sa session actuelle, que de trois affaires d'un intérêt général. En premier lieu, elle aura à délibérer sur un projet de loi concernant les plébiscites fédéraux et ayant pour objet d'introduire une uniformité complète dans les conditions exigées des citoyens pour participer au vote. La Commission fédérale fixe à 20 ans l'âge requis pour prendre part aux élections pour le Conseil national, mais pour les plébiscites fédéraux, c'est la législation cantonale qui régit la capacité électorale, si bien que l'âge légal varie suivant les cantons, de 17 à 25 ans. Il y a aussi des cantons où les faillits sont admis à voter, tandis que, dans d'autres, ils sont exclus du droit de suffrage. Ce sont ces différences et ces inégalités qu'il s'agit de faire disparaître.

Un autre projet important a trait à une nouvelle circumscription des districts électoraux pour le Conseil national. Le recensement de 1870 a constaté un accroissement de population d'après lequel le nombre des membres du Conseil national devra être augmenté de dix.

Un congrès d'hommes politiques et de savants des trois royaumes scandinaves s'est réuni ces jours derniers au château de Christiansborg, près de Copenhague. Le programme de ses délibérations est limité aux questions économiques; le premier objet à son ordre du jour est la réforme monétaire. Le scandinavisme politique reste donc étranger à cette réunion d'économistes.

Depuis quelque temps on n'avait plus entendu parler de don Carlos, et l'on commença un peu à l'oublier. L'oubli vient vite, au temps où nous vivons, et le droit divin dont ils se parent n'en préserve pas les prétendants qui ne savent pas se faire de meilleurs titres à l'attention des peuples. Un journal de Madrid, la *Epoca*, assure que le prince en question était caché près de Pau, dans le château d'un député légitimiste de l'Assemblée de Versailles, et qu'il vient de repartir pour Genève, sur l'invitation du gouvernement français.

Le compromis intervenu entre l'ex-reine d'Espagne, Isabelle II, et le duc de Montpensier, relativement à une restauration éventuelle de la dynastie déchue, en la personne du jeune prince Alphonse, n'a pas été agréé par tous les membres du parti libéraliste. Un grand nombre d'entre eux n'ont aucun goût pour la régence qu'il a été convenu d'attribuer au duc, et ils ont fait parvenir à la reine Isabelle une formule protestation contre un arrangement qu'ils considèrent comme une atteinte à la tradition dynastique et aux droits du jeune prince érigé en prétendant.

MANIFESTATION LIBÉRALE A ANVERS.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Anvers, 7 juillet.
 Comment se peut-il qu'Anvers soit resté pendant neuf ans sous le joug clérical? Pour quiconque a passé dans cette ville la journée du 7 juillet, c'est là un fait absolument incompréhensible, un de ces mystères dont l'explication échappe à la critique; car dans cet Anvers, hier encore citadelle (du Nord) du cléricalisme, vous n'auriez pas pu trouver aujourd'hui un seul libéral. Tout le monde était libéral. Hommes ni femmes, tous libéraux. Oui, les dames en étaient, et non pas les moins enthousiastes. Des cléricaux, il y en a pourtant; ils se cachent sans doute; ils sont à la campagne. Mais je parle d'un en a beaucoup moins qu'autrefois; et que dans le nombre il en est plus d'un qui songe sérieusement à sa conversion. Au moins si elle a été longue, cette mystification dont notre métropole commerciale a fini par se fatiguer, la revanche est belle et complète, et tout permet d'espérer qu'elle sera durable.

La manifestation par laquelle les libéraux de tout le pays, représentés par des députations nombreuses, ont été aujourd'hui à Anvers même le réveil de la victoire du libéralisme anversois, a été digne des glorieuses élections de lundi dernier; élections purement communales, disent nos adversaires, qui ne veulent voir qu'un accident local, sans portée politique, sans intérêt pour le pays, sans influence sur ses destinées, alors qu'elles constituent un événement politique d'une importance capitale, un grand fait national; la meilleure preuve en est dans ces acclamations parties de tous les coins du pays, le soir même de l'élection, et dans cette manifestation d'aujourd'hui à laquelle on peut dire que tous les libéraux belges se sont associés.

Dès le matin les trains du chemin de fer amènent de tous les côtés à Anvers une foule considérable. La ville a un air de fête qui invite à l'enthousiasme. Toutes les maisons sont pavoisées aux couleurs nationales. Il fait un temps superbe, et le soleil dardé ses rayons sur les pavés et les passants avec une persévérance qui frise l'indiscrétion.

N'importe, les habitants et leurs hôtes, plus nombreux de minute en minute, se répandent dans les rues, faisant briller au soleil des coarctes multicolores, parmi lesquelles on distingue bientôt la cocarde des *Gueux*, — bleu, blanc et orange — aussi populaire pour le moins que la cocarde belge. Ces trois couleurs sont désormais celles du libéralisme anversois dont le cercle des *Gueux* a été le boute-train et le sauveur aux dernières élections.

A chaque instant de nouvelles députations libérales entrent à Anvers; mais deux rendez-vous sont fixés pour la réception des deux contingents libéraux les plus compactes, la phalange gantoise à laquelle se sont joints les députés de la plupart des villes des Flandres, et la phalange bruxelloise qui est attendue en même temps que les députés du Brabant, du Hainaut et de Liège.

À deux heures et demie les commissaires chargés par le comité de recevoir les gantois se réunissent, sur le quai, au débarcadère du chemin de fer du pays de Waes. Tous les navires en rade sont pavoisés de drapeaux étincelants. De nombreuses embarcations sillonnent le fleuve. Des pétards éclatent, et des hourrahs qui partent d'un estimer amenant de Boom un groupe de libéraux provoquent sur la rive droite de joyeux échos. Bientôt le train de Gand est signalé sur la rive gauche. On l'aperçoit. C'est une interminable file de wagons. Les gantois s'embarquent sur le steamer de la Tête de Flandre qui se met en marche, salué par de vifs retentissements auxquels les passagers répondent avec un indescriptible entrain.

Encore quelques tours de roue et quelques flocons de fumée, et les Gantois mettent le pied sur le sol anversois. Ils sont reçus avec une cordialité touchante. Leur bourgmestre, M. de Kerchove de Denterghem, est particulièrement réité, et il est des orateurs du *Bond libéral* flamand, M. de Geyter, poète distingué, tribun éloquent, saluait au nom de la ville de Marnix la bienvenue aux enfants de la cité d'Arcteveld. Son accueil, court et chaud, est vivement applaudi.

Pendant que les Gantois se dirigent vers la place de Meir, entourés par la foule qui les acclame, un autre groupe de commissaires attend dans la gare de l'Etat le train spécial des députés bruxellois. Là aussi réception cordiale, et foule énorme; car la foule est partout.

Quelques paroles de M. Vervoort, ancien député d'Anvers, et un speech flamand de M. Vanhambrecht, président de l'Association libérale de Bruxelles, donnent l'enthousiasme au-dessus du diapason normal.

L'entrée des Gantois sur la place est le signal d'une explosion de braves et de hourrahs qui se renouvellent presque aussitôt de l'autre côté de la place, à l'arrivée des bruxellois. Les deux cortèges se donnent la main devant le palais du Roi que la foule saluait de ses vifs. Des fenêtres, les hommes agitent leurs chapeaux, les femmes leurs mouchoirs ou leurs ombrelles. C'est un merveilleux spectacle, un superbe coup d'œil.

Mais il faut s'arracher à ces séductions pittoresques et devancer le double cortège dans la grande salle de l'Harmonie où l'attend le comité central de réception. Cette salle paraît bien vaste. Elle sera trop petite tout à l'heure.

Pour le moment la nef principale est vide, mais les galeries latérales du rez-de-chaussée et du premier étage sont déjà comblées. Sur l'estrade du fond des places ont été réservées aux élus du 7^e juillet, aux trente conseillers communaux auxquels le libéralisme a ouvert les portes de l'hôtel de ville. Au bureau se tiennent les membres du comité central : M. de Bosschaert, président; M. Ed. Pecher, vice-président de l'Association libérale; M. Biard, secrétaire; M. Ségers Bae, trésorier; M. De Wael, membre du comité de cette Association; MM. Cornelissen et Copsens du *Bond libéral* flamand; MM. Vandenberghe et Conard, du Cercle des *Gueux*. Des trophées de drapeaux tricolores garnissent le fond de la salle, entourant de leurs plis les drapeaux des villes qui ont donné la victoire aux libéraux le 7^e juillet, et les bustes de Léopold I^{er}, de Léopold II et de la Reine.

Il est quatre heures et demie. Les députés du libéralisme belge pénètrent dans la salle. Chaque groupe qui paraît est accueilli par de vigoureux hourrahs. Voici les libéraux malinois, dont la victoire a causé à Anvers une joie des plus vives; voici Bruxelles, Louvain, Diest, Tournai, Mons, Nivelles, Liège. Voilà les Gantois, qu'on reconnaît tout d'abord à leurs bouquets, et à leur cocarde noire et blanche; voilà les étudiants de Gand, et leur magnifique drapeau. Alost, Audenaerde, Bruges, Grammont, sont représentés dans cette assemblée, ainsi que bien d'autres villes dont le nom n'est pas à citer les noms; ainsi que plusieurs communes rurales des Flandres et de la province d'Anvers qui ont tenu à honneur de se joindre à cette manifestation. — Isèghem par exemple, et Capellen — afin d'attester par leur participation à la fête que le libéralisme, si triomphe dans les villes, gagne du terrain, et beaucoup, dans les campagnes.

Comment vous donner une idée de ce meeting sans précédent? Comment vous peindre cette foule en proie à un délire d'enthousiasme fait pour échauffer des tempéraments de glace. Il y avait là deux Anglais qui n'en revenaient pas. Ils se commissionnent en meetings et en manifestations populaires, les Anglais; ceux-ci se demandent où ils étaient. Comment, semblaient-ils dire, ce sont là ces Flamands si calmes, ces Belges dont la froideur est proverbiale? Qu'on leur dise aujourd'hui qu'ils chantent, ils poussent des hourrahs frénétiques et font écarter des braves sans fin. Sommes-nous sur les bords de l'Escaut ou sur les rives de la Tamise?

Vous devinez qu'on a eu quelque peine à calmer les flots de cette mer humaine, qui se soulevait tout entière, chaque fois qu'une occasion se présentait de faire honneur à quelque groupe ami, flamand ou wallon, pourvu qu'il fût libéral. Le président, M. de Bosschaert, y parvint pourtant. Il obtint le silence, et d'une voix puissante, il souhaite en ces termes la bienvenue aux hôtes d'Anvers :

« Messieurs,
 « Au nom du libéralisme anversois, nos remerciements de la marque éclatante de sympathie que vous nous témoignez au nom des libéraux belges.
 « La journée du 7 juillet marquera dans les fastes politiques d'Anvers et du pays entier. (Applaudissements.) »

Après dix années de lutttes infructueuses, le parti libéral vient enfin de remporter la victoire.

C'est à la persévérance, à la fermeté et surtout à l'union de tous les libéraux que nous sommes redevables de ce magnifique résultat. (Applaudissements prolongés.)

Honneur à ces hommes qui pendant les plus mauvais jours n'ont cessé d'affirmer leurs principes, et de reconnaître à ceux dont les patriotiques efforts ont réussi à cimenter entre nous tous cette *union*, gage de succès pour l'avenir.

L'livre avec laquelle le pays entier a acclamé le résultat de la journée du 7 juillet, prouve qu'il y avait là un jeu plus qu'une simple élection communale.

On le sentait, il s'agissait d'une de ces lutttes suprêmes entre nos principes, qui ont toujours été ceux de l'honnêteté et de la moralité politique et ceux d'un parti qui aurait fait par entraînement le pays à sa perte. (Approbation unanime.)

Il est des événements qui marquent dans la vie des peuples libres et qui exercent une influence immense sur leurs destinées.

L'élection d'Anvers du 7 juillet est de ce nombre.

Nos adversaires se sentent frappés au cœur : ils considèrent Anvers comme leur citadelle, et Anvers naguère une des colonnes du libéralisme, qui avait compté dans ses conseils, au nombre de ses représentants tant d'hommes distingués, reprend son rang parmi les grandes cités du pays. (Bravos.)

Votre présence parmi nous, les acclamations enthousiastes qui ont salué votre arrivée dans notre métropole commerciale et artistique, prouvent mieux que ne pourrait le faire ma parole, la portée de l'événement que nous célébrons et combien Anvers apprécie hautement votre patriotique démonstration. (Assentiment.)

Elle est la preuve de la vitalité de nos institutions et des légitimes aspirations du pays.

Puis M. Fizez, au nom des libéraux de Louvain, le président de l'Association libérale de Diest, un député des étudiants gantois, M. Elias-pour les libéraux légeois; M. Vuylsteke, parlant au nom des libéraux flamands de Gand, — et recommandant aux libéraux d'Anvers de ne pas négliger la question flamande, puisant élément de succès s'ils le veulent, germe de dissolution s'ils n'y prennent garde — et M. Hoste, rédacteur du *Wesp*, viennent tour à tour féliciter les libéraux anversois de leur récent triomphe, gage de nouveaux succès dans l'avenir. M. Delmeé, de l'Economie de Tournai, félicite la presse libérale d'Anvers au nom de la presse libérale de tout le pays. M. De Posson, de Capellen, fait entendre la voix des petites communes libérales. Et après une allocution de Pecher, l'Assemblée se sépare en faisant retentir ses derniers hourrahs.

Il est un orateur dont je ne vous ai rien dit encore, non que je l'eusse oublié; mais il m'a semblé qu'il avait droit à une mention spéciale. Je veux parler du président du Cercle des *Gueux*, M. Vandertaelen, qui a pris la parole un des derniers, et qui s'est exprimé en flamand, avec une remarquable énergie. Assurément, dans un mouvement comme celui dont nous avons été aujourd'hui les témoins sincèrement et profondément émus, les personnalités disparaissent. Mais nous avons affaire ici à une personnalité qui n'est pas ordinaire et qui résume toute une situation. Depuis l'élection du 7^e juillet le nom de M. Vandertaelen, un des élus du libéralisme, est sur toutes les lèvres; et il est clair que l'opinion libérale attend de lui, dans l'intérêt des principes, que le nouveau conseil communal à mission d'appliquer, dans l'intérêt de la ville, dans l'intérêt même de l'avenir du libéralisme à Anvers, une preuve nouvelle de dévouement à la cause publique. Il est le chef désigné de la nouvelle administration. Les vainqueurs du 7^e juillet saluent déjà en lui le futur bourgmestre d'Anvers. Toute la ville l'accueille. J'ai rarement vu popularité plus franche et plus complète.

Depuis plusieurs jours les journaux d'Anvers nous racontent des manifestations qui éclatent sous les pieds de M. Vandertaelen, au moment où il s'y attend le moins. Il ne peut faire un pas sans se heurter à des groupes sympathiques qui semblent lui dire : Nous sommes avec vous.

Tout à l'heure, au bord de l'Escaut, tandis que nous attendions les gantois, un personnage dont j'ignore le nom aborde M. Vandertaelen, et le félicite chaleureusement lui et les *Gueux*, du succès de la journée de lundi. Le président des *Gueux* décline ces félicitations : « Tout le monde, dit-il, a fait son devoir. C'est par l'union que nous avons triomphé. C'est par l'union que nous vaincrons encore. » — Mais son interlocuteur se reprend : « Oui, il nous faut l'union; mais il nous faut du sang nouveau. Ce sont les jeunes qui ont sauvé le libéralisme anversois. Nos doctrines, nous vous avons suivies. » Et la foule d'applaudit.

Plus tard dans la salle de l'Harmonie, M. Vandertaelen paraît sur l'estrade. Il va parler. Il n'a pas ouvert la bouche que déjà il est acclamé. M. de Bosschaert essaye de lui poser sur la tête une couronne de laurier. Il n'y réussit pas. C'est lui-même qui est couronné par M. Vandertaelen, et pourtant c'est à M. Vandertaelen que la foule crie, si elle ose : Macheth, tu seras roi. — Mais rien de sinistre dans cette prophétie. M. Vandertaelen n'a pas de remords sur la conscience.

Il n'a pas assassiné Banco ! Il s'est contenté de dégommer Van Put, — de le « déchirer » comme dirait notre ami Delmeé, le chansonnier tournaïen — et ses rêves n'en sont pas troublés.

Mais qui, je vous parle du bourgmestre de l'avenir, et le bourgmestre du passé, le ballotté du 4^e juillet siège encore au conseil communal. Qui sait même, direz-vous, qui sait si les élections d'Anvers ne seront pas annulées?

N'ayez aucune crainte à ce sujet. L'annulation des élections serait le plus grand service que les cléricaux de la députation permanente pourraient rendre au libéralisme anversois, car maintenant que l'élan est donné, il sortirait de l'urne trente-et-un noms libéraux au lieu de trente, et une majorité formidable soutiendrait les candidats de la Fédération des libéraux réunis. Les cléricaux le savent bien; on raconte que M. Jacobs, pour plus de sûreté, est venu à Anvers supplier ses amis de respecter le scrutin du 7^e juillet, et de ne pas s'exposer à un second échec, plus accentué, qui rendrait tout à fait intenable la situation, déjà si compromise, de la députation cléricale d'Anvers à la Chambre.

M. Jacobs est fin comme l'ambre. Mais les libéraux d'Anvers, forts de l'appui moral du libéralisme du pays entier, ne tarderont pas à avoir raison de ses finesses.

Bulletin hebdomadaire

DE LA BOURSE DE BRUXELLES

La situation de la Bourse ne s'est pas modifiée depuis huit jours; le monde des affaires attend l'impulsion que le Parlement impartira, et se contente de connaître les conditions, et cet état d'incertitude donne au marché des allures les plus décourageantes.

Il est temps que cette opération sorte dans son propre intérêt et pour ne pas courir au-devant d'un échec relatif. Un emprunt de trois milliards ne peut pas réussir à moitié, et, à ce titre, nous ne comprendrions guère les intentions qu'on prête au gouvernement français de se passer de l'intermédiaire des banquiers, garantissant l'émission.

Les offres nombreuses et importantes que reçoit en ce moment le gouvernement parce que, des groupes financiers très-puissants se coalisent ou se font la concurrence, ces offres persisteraient-elles en présence d'une émission publique, plaçant tout souscripteur sur la même ligne? Nous ne le croyons pas, et nous ne croyons pas davantage qu'un emprunt de trois milliards puisse être entièrement couvert par le public seulement.

Ce qui encourageait, dit-on, le gouvernement français dans la voie nouvelle où il est entré, c'est le dévouement qui existe déjà sur le nouvel emprunt, vendu à prime tant pour des quantités déterminées que pour des éventualités. Mais, à moins que le gouvernement, s'engageant en spéculateur, ne se mette franchement à faire la contre-partie de ce dévouement, qui, dans le monde des affaires, pourrait dire avec quelque certitude quelle est son importance? Les chiffres sont facilement grossis et l'on oublie aisément les premières notions de l'arithmétique nous apprenant qu'il faut mille millions pour obtenir un milliard.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement français est troublé tout à la fois par les nombreuses demandes qu'il reçoit de toutes parts, et par les vaines importations qui ont déjà été faites. Il craint le sort du dernier emprunt de la ville de Paris de fâcheuse mémoire qui, après avoir été vendu avec des primes fort élevées, est retombé

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS.

(ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne.) payable
 RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne d'avance.
 FAITS divers (corps du journal), 3 fr. la ligne.
 Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à
 M. HAYAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFFITTE, BULLIER et Co, 8,
 place de la Bourse.
 Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASENSTEIN et VOGELER,
 à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau,
 Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St.-Gall, Zurich, Genève et Lausanne.
 Pour l'Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock-Row, M. G.
 STREET, 20, Cornhill, L. C. M. F. ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

après et même avant la répartition bien au-dessous du pair sans s'être jamais relevé. Le public y a perdu son argent et la ville de Paris y a compromis son crédit.

Malgré le succès probable du nouvel emprunt, malgré le succès précédent que nous venons de rappeler, nous pensons néanmoins que le ministre des finances fera chose sage en acceptant les garanties qui lui sont offertes à des conditions modérées et nous pensons que le public entrera d'autant plus volontiers dans l'affaire qu'il se sentira soutenu et secondé par les gros bonnets de la finance, ayant intérêt à ne pas laisser sombrer les cours.

La France a certes des ressources considérables qui justifieraient un appel direct au public pour un emprunt de trois milliards; mais, quelle que soit la grandeur et la richesse d'un vaisseau, il faut qu'il ait à son bord des hommes expérimentés sachant le faire mouvoir et manœuvrer. Le pilote ne suffit pas à lui seul, il faut un équipage complet et solide. Cet équipage se compose des divers groupes financiers qui viennent proposer à M. Thiers de s'entourer. Avec leur aide, la traversée sera certaine; sans eux, il y a tout ce qu'il y a de danger, et, tournant promptement au désastre.

Comme le fait prévoir ce préambule, c'est encore de la baisse que nous avons à signaler sur l'emprunt 5 p. c. qui après avoir fléchi jusqu'à 84, clôture cependant plus ferme à 84-60.

Les transactions en emprunt nouveau ont été beaucoup moins actives; il se ressent également des dispositions générales; il s'est traité à 1-30 de prime, après avoir fait jusqu'à 1-80; les résultats font 75 centimes.

Les Ville de Paris, dont nous venons de parler, restent à 244 ex-coupon; la nouvelle dépréciation que subit cette valeur est motivée, d'une part, par l'approche du dernier versement, et de l'autre, par l'élévation de l'impôt qui frappe les valeurs mobilières. L'application de la nouvelle loi réduira le coupon semestriel à fr. 5-55, au lieu de fr. 5-72.

Malgré l'état de marasme de la bourse, les *Métalliques*, soutenus par l'amélioration du change sur Vienne, vont leur train se consolider aux environs de 58. Il n'y a pas d'affaires en Piastres, qui restent au cours de 29 plutôt nominal qu'effectif.

Le comptant est assez animé. L'échéance de juillet, l'une des plus importantes de l'année, amène au marché les capitaux des rentiers qui fuient avec raison les émotions de la spéculation. Aussi voyons-nous les diverses valeurs de la cote en voie de reprise marquée.

La rente belge 4 1/2 est ferme à 101-90; le 4 1/2 p. c. communal, en hausse de 4 p. c., est demandé à 103. Il se produit de bonnes demandes en 4 1/2 de la Caisse d'annuité à 95-90, tandis que le 3 p. c. de la même caisse est introuvable à 62.

Les obligations de chemins de fer sont l'objet de demandes suivies, notamment les Mons à l'Etat à 80; les Dendre-Waes à 101-6 et les Luxembourg à 482. Le prix de cette dernière valeur se maintient facilement, malgré la publication faite par le *Moniteur* de documents faisant connaître la rupture officielle des négociations avec l'Etat, parce que les recettes sont des plus satisfaisantes. Depuis le 1^{er} janvier, les recettes ont atteint le chiffre de fr. 6,648,726-72; c'est à dire fr. 595,289-17 de plus que pendant la période correspondante de 1871.

Les obligations du groupe des lignes cédées à l'Etat par la Compagnie des Basses houillères du Hainaut conservent d'autant plus facilement leur cours que chaque mois constate un progrès dans les recettes.

La recette brute, qui avait été pour le mois d'avril 1872 de fr. 910,346 est pour le mois correspondant de 1872 de fr. 1,073,926; soit une augmentation de fr. 163,580.

Pour les quatre premiers mois de l'exercice 1872 il y a donc augmentation de fr. 803,168 sur les recettes brutes; 10-48 par jour kilomètre et fr. 886 par an.

Le Centre sort à 268; les Hainaut-Eclandre, à 256, et les Taminés à Landen, à 226-30. Les Paris variables de ces lignes, dont un coupon vient d'être détaché, sont demandées à 45 francs, c'est-à-dire au prix auquel on les traitait avant le détachement de ce coupon.

Parmi les actions de chemins de fer, les Lille-Calais sont remontées de 244 à 253. Un examen plus approfondi des chiffres a fait reconnaître que la diminution des recettes du mois de mars 1872, comparées à celles de mars 1871, était loin d'être aussi considérable qu'on le croyait.

Dans les recettes du mois de mars 1871 figuraient 14,000 fr. dus par le Nord français pour les mois de septembre, octobre, novembre et décembre; ces comptes de trafic international avaient été retardés par suite de la guerre.

Les actions Rotterdam, anciennes et nouvelles, sont fermes à 494 et 497; les Taminés à Landen continuent à être demandées à 86, pour le compte de l'Allemagne, et notre public aurait mauvaise grâce à ne pas se laisser prendre une valeur dont la hausse a aussi inespérée qu'ineplicable.

Les actions de nos grands établissements de crédit sont très-firmes: les Banques nationales à 298-95; les Banques de travaux publics à 561, et les Bons de liquidation de la Banque Générale à 37-25. La Banque belge de commerce et d'industrie est recherchée à 530 fr. sans vendeurs.

Le marché des valeurs étrangères est bien tenu, surtout en obligations autrichiennes et italiennes, recherchées: les chemins autrichiens à 300, les Livourais à 196 et les Méridionaux à 207. Les Varna, délaissées pendant plusieurs semaines, sont l'objet de vives demandes à 147-50.

C'est de Londres, comme toujours, que nous vient le mouvement.

En changes la fermeté est générale. Le Londres se négocie à 25-35; le Paris se rapproche du pair; on se couvre déjà en vue de l'emprunt et la Vienne trouve preneur à 224-50.

Actes officiels. (Extraits du *Moniteur*.)

— COMMISSARIATS DE POLICE. — Par arrêté royal du 5 juillet, est approuvé l'arrêté du 15 juin 1872, par lequel le bourgmestre de la ville de Bruxelles a désigné le sieur Van Bessel (P.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 1^{er} août prochain, les fonctions de commissaire de police en chef de cette ville.

M. de Gontaut-Biron ne viendra à Paris qu'après les ratifications échangées de la convention franco-allemande. Sa démission est extrêmement douteuse. Le ministre de la guerre veut faire une enquête sur l'emploi et les effets des armes portatives pendant la dernière guerre. Deux cents millions ont été adressés au ministre; sur ce nombre, 77 ont été marqués comme présentant de l'intérêt. Il entre aussi dans les idées de l'administration supérieure de la guerre de multiplier les bibliothèques des régiments, et de tâcher de raviver l'institution des cercles militaires qui, jusqu'ici, ne paraît avoir eu peu de succès à l'Algérie.

C'est dans quelques jours qu'on va commencer les travaux d'un nouvel Annuaire militaire dont la publication, discontinuée depuis 1869, ne pourra guère paraître qu'en 1873, par suite de l'énorme travail que nécessite cette interruption de publication et l'absence de matériaux précis pour le tableau d'une année absolument rétrospective.

L'Université a publié un pamphlet en vers de M. de Lorge, qui dépasse en violence et en personnalité grossières tout ce que les journaux radicaux ont dit contre M. Thiers. L'invulnérabilité déclamatoire du journal de M. Vuilleumier, et la qualité de député de M. de Lorge, sauvent sans doute l'Université de toute poursuite. Espérons-le, dans tous les cas; de pareilles insanités ne sont plus une question de justice, mais d'hygiène; elles ressortent plutôt de la clinique que des tribunaux.

Le succès obtenu par les frères de Caluire et Cuire contre le préfet du 4 septembre à Lyon, a mis en goût toutes les institutions de ce genre dans le département du Rhône. Les frères de la doctrine chrétienne réclament 250,000 francs pour traitement échu depuis le 4 septembre; les frères jésuites de Villefranche 150,000 fr. pour dévastations de leur établissement, et enfin, les religieux Ursulines de Saint-Iréné, réclament aussi, mais dans des proportions plus modestes, et demandent 12,000 fr. de dommages-intérêts.

Le capitaine français Martin, qui avait organisé l'armée japonaise, vient de mourir à Oaxaca; des funérailles magnifiques lui ont été faites. Un autre officier français va partir pour compléter son œuvre.

Les grévistes de Bohain ont été atteints de condamnations qui vont de un à six mois d'emprisonnement.

Quelques nouvelles du monde de la presse parisienne, départementale et étrangère. Il n'y a absolument rien d'exact dans le bruit que M. Nollath a cessé d'appartenir au journal le Temps. L'assertion avait déjà été démentie par son recteur, mais je puis vous assurer que sa collaboration n'a jamais cessé et que, jusqu'à ce jour, le Temps a pu donner à ses lecteurs de l'excellent prose de ce publiciste.

On assure qu'un journal bonapartiste, tout récemment fondé, va changer complètement de drapeau; deviendrait légitimiste déclaré avec une rédaction toute nouvelle.

Le Journal de Genève, qui avait accusé de passer à l'orléanisme, dément l'accusation et proclame ses sympathies — en ce qui concerne la France — pour la république de M. Thiers.

Un des deux hommes fusillés ce matin à Satory est un ancien porteur du journal le Siècle. Ces exécutions continuent à produire un effet assez pénible, bien que, si l'on veut le dire, les noms de Baudouin et Rouille aient été condamnés pour des crimes qui ont tout à fait le caractère de droit commun.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 6 juillet.

L'Assemblée s'est réunie aujourd'hui dans ses bureaux pour procéder à la nomination de deux commissions chargées d'examiner, l'une le projet de modification des tribunaux de police, l'autre une proposition sur le mode de remboursement des sommes payées par les départements et les communes pour l'organisation de la garde nationale mobile.

Ces deux propositions n'ont pas grande importance; aussi nous faisons-les nous des commissions.

Dans les couloirs, on commente la présence du maréchal et de la marquise de Mac-Mahon à la dernière réception de M. Thiers. On s'accorde à voir dans cette démarche du maréchal une réponse aux bruits fort répandus dans ces derniers jours qui faisaient de l'honorable maréchal l'instrument d'une sorte de complot contre le président de la république.

A l'ouverture de la séance, M. Casimir Périer monte à la tribune pour reprendre son discours d'hier et défendre son amendement.

M. Casimir Périer déclare d'abord que si son amendement n'était pas adopté par l'Assemblée, il se rallierait aux propositions de la commission du budget de 1872, c'est-à-dire à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Mais il croit que la déclaration des bénéfices est préférable, car les industriels ne font pas tant de bénéfices qu'on le croit. C'est, d'ailleurs, une erreur de croire que la déclaration soit regardée par les commerçants comme une vexation.

« Messieurs, dit-il, il faut en finir avec les questions d'impôts. Il faut voter les impôts. Je regrette d'être en dissension avec le gouvernement sur la question économique. Mais quand je crois qu'il se trompe, je le combats sur un point, bien que je ne sois pas de ceux qui refusent leur concours à M. le président de la république (applaudissements à gauche). M. d'Audelar se lève et proteste: « Je n'accuse personne de faire ce que je regretterais moi-même », reprend M. Casimir Périer. Sur des questions d'administration et des questions économiques je puis n'être pas d'accord avec le gouvernement, mais quant au but d'ensemble, tout le monde devrait être d'accord (applaudissements), et sur les questions d'impôt (applaudissements). »

Mais c'est un manifeste que le discours de M. Casimir Périer.

Il rappelle qu'en Angleterre les classes délaissées, celles qui possèdent, ont toujours pris l'initiative des concessions devenues nécessaires. « C'est en les imitant, dit-il, que nous pourrions donner une force véritable au grand parti conservateur. »

Il cite avec grand plaisir, qu'il a conseillé de céder à l'opinion et qui, pour avoir servi longtemps le gouvernement impérial, n'en appartient pas moins à une autre époque, et il faut, en effet, dit-il, terminer l'ère, suivre attentivement le mouvement de l'opinion, afin de la diriger et de la contenir et de pouvoir lui résister avec une inflexible énergie quand elle s'égare.

Bref, c'est l'appel à la formation d'une nouvelle majorité, « d'une majorité à la fois gouvernementale et indépendante, — le fameux « grand centre » parlementaire dont on avait parlé. »

M. le duc de Broglie paraît à la tribune. C'est pour le dépôt du rapport sur le traité. Tandis que le silence se fait, M. Bismarck demande la formation de l'Assemblée en comité secret. Après une discussion sur la réclamation secret n'est pas voté.

M. le duc de Broglie lit son rapport: « Messieurs, en ratifiant à Bordeaux le traité, l'Assemblée déclarait qu'elle soumettait un mal dont elle n'était pas l'auteur; elle répétait cela, lors de la ratification du traité de Francfort. Elle voudra le redire encore, sans doute, après avoir accepté les arrangements suivis qui vont régulariser l'accomplissement des préliminaires de Versailles. »

M. de Broglie rappelle ensuite la situation; notre dette; l'occupation des six départements; l'impossibilité de payer 3 milliards dans un délai prochain pour ne pas jeter le trouble dans la circulation du numéraire dans l'Europe entière, — puis il résume les dures conditions du traité — la neutralisation des départements évacués qui ne pourront avoir qu'une faible garnison française et où l'on ne pourra rétablir aucune fortification. La réunion de la

totalité des troupes allemandes dans les derniers départements. A ce propos, il annonce formellement, de la part du gouvernement, que des baraquements vont être établis pour loger les troupes, les officiers et les chevaux. Il ajoute que la commission a la confiance que tout sera fait pour délivrer le plus tôt possible les départements sacrifiés — et qu'elle propose à l'Assemblée d'accepter le traité.

L'Assemblée décide-t-elle une nouvelle lecture du projet de convention? dit le président.

Non! non! non!

Mais aux voix, il est adopté par l'Assemblée entière, mais deux voix.

« Il y a, reprend M. Grévy, un article additionnel. C'est un article signé de M. Buffet et des députés des malheureux départements de l'Est, qui vont supporter tout le poids de l'occupation. Il demande le rétablissement des baraquements que M. de Broglie vient d'annoncer tout à l'heure. En conséquence, la disposition additionnelle est retirée par ses auteurs. »

Reprise de la discussion financière. M. Lucien Brun monte à la tribune. Il rappelle sa déclaration faite le 10 janvier au nom de plusieurs chambres de commerce. Ces chambres de commerce n'ont point reculé et ne laisseront point protester leur offre. Il a été douloureusement surpris des paroles de M. le président de la république disant, il y a quelques jours: « Le commerce ne veut rien payer. »

M. Lucien Brun ne veut pas (et il ne parle pas seulement en son nom; c'est, vous le savez, un des leaders de la droite) l'impôt supplémentaire sur l'agriculture; il n'en veut pas non plus sur le sel. Il aurait plutôt accepté celui des matières premières; mais il croit que cet impôt n'est pas indispensable et d'ailleurs il ne serait pas productif. En conséquence, il se rallie à la proposition sur le chiffre d'affaires: « Car c'est l'impôt qui nous divise le moins. » (Applaudissements à droite.)

Vous reconnaîtrez dans les discours de M. Lucien Brun la déclaration de la droite annoncée l'autre jour par l'allocation de M. Baragnon.

M. Brun dit que le commerce veut bien payer non-seulement un pour mille, mais deux s'il est nécessaire. Il préfère l'impôt sur les transactions à celui sur les bénéfices proposés par M. Casimir Périer, mais il accepterait cet impôt, on accepterait de même celui sur les patentes, celui sur les factures, celui sur les produits fabriqués que propose M. Clapier. « Tout, excepté l'impôt sur les matières premières. »

De temps en temps M. Thiers, irrité, interrompait l'orateur.

« Les chambres de commerce en majorité considérable, 63 contre 12, refusent l'impôt sur les matières premières. Or, les chambres de commerce sont compétentes et autorisées dans la question. »

« Les chambres de commerce qui préfèrent l'impôt sur les matières premières sont: Besançon, Limoges, Lizeux, Morlaix, Nancy, Pont-Audemer, Rouen, Saint-Malo, Saumur, Vienne... » Il n'entends pas les noms des deux autres villes.

En général, reprend M. Brun, ce sont les chambres des villes où se travaille le coton, et de la voix.

M. Puyot-Quertier proteste du geste et de la voix.

M. Lucien Brun reprend à nouveau sur les matières premières. Je ne le suis pas dans ses développements, mais je constate qu'il rappelle que toute l'Assemblée est contraire à l'impôt sur les matières premières; et elle serait fâchée pour le repousser si le gouvernement ne se mettait pas à la traverse.

« Maintenant, dit encore M. Brun, nous préférons l'impôt sur les transactions à tout autre, parce qu'il n'engendre aucune question. Demandons un pour mille, deux pour mille, n'importe, qu'on nous abandonne cet impôt, on l'abandonnera; et il n'est besoin pour cela ni de négocier avec l'étranger (qui nous demandera toujours des compensations s'il nous accorde quelque chose), ni de modifier notre législation commerciale, ni de nous engager quant à l'impôt sur le revenu. La proposition de M. Casimir Périer, au contraire, engagerait cette dernière question: car pour imposer seulement un revenu? L'année prochaine les commerçants ne pourraient-ils pas dire: « Pourquoi nous soumettons-nous à un impôt de 2 p. 100? » Il assure, d'ailleurs, que les commerçants aimeraient mieux déclarer son chiffre d'affaires que ses bénéfices. »

M. Puyot-Quertier répond à M. Lucien Brun avec son talent et ses arguments ordinaires. Il est contre l'impôt sur le chiffre d'affaires, et pour celui sur les matières premières, cela va sans dire. Son talent n'a jamais été plus entier; quant à ses arguments... je vous demande la permission de ne pas les transcrire pour la cinquantaine fois...

Bref, il ne veut ni de l'impôt sur le chiffre d'affaires, ni de l'impôt sur les bénéfices par déclaration, parce qu'on ne percevrait pas ce qu'on espère percevoir, attendu que chacun déclarerait le moins possible. « M. Puyot-Quertier a une étrange idée du commerce... pour un commerçant. Il ne veut pas d'avantage de l'impôt sur le produit fabriqué, car c'est le consommateur qui paiera. »

Le plus fort des arguments, selon moi, est celui-ci: « Avec le chiffre d'affaires, vous préférez l'impôt sur les transactions — de par la multiplicité des intermédiaires cet impôt d'un pour mille se multiplie et devient lourd; alors pourquoi le commerçant français ne s'adresserait-il pas au producteur étranger, puisque, venant de l'étranger, le produit peut arriver entre les mains du marchand sans avoir payé préalablement deux ou trois fois l'impôt des transactions? »

En conclusion, M. Puyot-Quertier supplie l'Assemblée de repousser l'impôt des transactions « qui est injuste, vexatoire, ruineux, etc., etc.; tout au plus, il accepterait l'impôt sur les patentes. Et encore... on verra si d'ici au 1^{er} janvier, on aura de beaux résultats en s'adressant à autre chose qu'à l'impôt proposé par le gouvernement. »

« Aux voix! aux voix! »

M. Buffet monte à la tribune. (Aux voix! la clôture!)

« L'Assemblée paraît désirer encore; mais je crois devoir lui faire observer qu'aucun des arguments de M. Puyot-Quertier ne porte sur l'amendement de M. Casimir Périer. »

La clôture est prononcée.

Mise aux voix de l'article 1^{er} du contre-projet Casimir Périer et scrutin:

Pour l'amendement..... 231

Contre..... 431

L'Assemblée n'a pas adopté.

Autre correspondance.

Versailles, 6 juillet.

La commission pour l'instruction primaire a terminé l'élaboration de son projet de loi; car vous savez qu'elle a substitué un projet tout nouveau à celui qui avait été présenté par le ministre. Le rapport a été déposé à une des dernières séances et ce n'est pas sans un certain étonnement qu'on a vu M. Ernoult monter à la tribune pour déposer un projet de loi sur lequel le ministre de l'instruction publique est, comme on sait, appelé lundi prochain à donner son avis. Il est probable que M. Jules Simon ne voudra pas se rendre à la commission.

J'ai eu l'occasion de parcourir le nouveau projet de loi, et comme les questions d'instruction intéressent tous les pays et particulièrement le vôtre, sur-tout à l'heure actuelle, vous me permettrez d'en dire quelques mots à vos lecteurs.

M. Jules Simon avait inscrit en tête de son projet de loi le principe de l'obligation qu'il appliquait dans les articles suivants. La commission a supprimé cette innovation; et cependant le projet dans des articles les mots « obligation morale. » C'est dans l'article 3 qui est ainsi conçu: « L'enseignement primaire est libre. »

Tout Français peut exercer dans toute la France la profession d'instituteur primaire communal ou libre, s'il remplit les conditions d'âge, de moralité et de capacité exigées par la loi.

Le père de famille choisit librement l'instituteur de ses enfants. C'est à lui qu'incombe l'obligation morale et qu'appartient le droit imprescriptible

de les élever et de les instruire, soit par lui-même, soit par l'instituteur de son choix.

Droit imprescriptible, obligation morale, ce sont là des mots qui n'ont aucune signification. Celui à qui est confiée la surveillance de l'obligation morale est, comme on voit, le père de famille qui se trouvera ainsi l'obligé et le surveillant ou, ce qui revient au même, le juge et la partie; l'obligation morale, c'est la négation de l'obligation.

Il ne suffit pas à la commission d'insérer dans son article 3 la liberté de l'enseignement. Entraînée par ses ardeurs électorales, il lui faut encore que le parti clérical ait la haute main sur la nomination des instituteurs et les personnes chargées d'inspecter les écoles. Pour arriver à ce but, les membres de la commission ont imaginé de faire nommer les instituteurs par une commission scolaire prise dans le sein de la commune; cette commission est composée du curé et du maire qui en font partie de droit, les autres membres sont élus par les pères de famille et les mères de famille. Ainsi, d'après le projet nouveau, les femmes commencent à entrer sur la scène de la politique. M. Dupanloup les y introduit.

Il n'est pas douteux que si quelque membre de l'extrême gauche eût proposé de faire voter les femmes dans les élections du conseil municipal, la droite et surtout l'évêque d'Orléans n'aurait épargné à une telle proposition ni leurs moqueries, ni leurs sarcasmes; mais la droite ne siège pas à l'Assemblée pour être logique.

Cette commission scolaire, ainsi composée, va nommer les instituteurs. La loi ne dit pas si les mères de famille pourront faire partie de la commission; mais, en tout cas, on sait que dans les campagnes le curé les fera voter comme il l'entendra, et ce sera lui, en réalité, qui nommera l'instituteur. Il est vrai qu'il faut lui choisir une liste dressée par le conseil départemental; mais on n'ignore pas que ce conseil, composé en grande partie de magistrats et d'ecclésiastiques, ne brille pas par son libéralisme. Il n'inscrira sur ses listes que les instituteurs bien pensants.

Ceux-ci seront, en définitive, sous la dépendance de l'évêque, qui sera presque le maître de leur avancement, et ils ne trouveront plus comme autrefois, lorsqu'ils avaient consciencieusement rempli leur devoir, des protecteurs dans l'inspecteur d'académie et dans le préfet. Désormais le mérite, les services rendus ne comptent plus pour rien. C'est l'orthodoxie et la dévotion qui emporteront les places.

Abordez la question de l'option entre l'école laïque et l'école congréganiste. Quand une commune veut substituer à l'enseignement congréganiste l'enseignement laïque, d'après les lois aujourd'hui en vigueur, le conseil municipal émet un avis et le préfet statue. D'après le projet de loi, le conseil municipal se trouve dépouillé de cette prérogative et, d'après l'article 35, ce sont les pères de famille qui statueront. C'est ce que la droite appelle la décentralisation.

Voici le texte de cet article 35: « Les écoles communales peuvent être dirigées soit par des instituteurs laïques, soit par des instituteurs appartenant à l'une des associations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues par l'Etat. »

L'option appartient aux pères de famille de chaque commune ou section de commune formant une circonscription scolaire.

Les circonscriptions scolaires sont déterminées par le conseil départemental.

L'article 36 le complète: autour droit de voter: 1^{er} Les pères de famille inscrits sur la liste électorale municipale dont les enfants ont moins de 18 ans;

2^{es} Les mères de famille, résidant dans la circonscription scolaire, lorsqu'elles exercent les droits de puissance paternelle ou lorsqu'elles sont chargées de la garde et de l'éducation des enfants, etc., etc.

Je borne là pour aujourd'hui mes observations.

Le maréchal Mac-Mahon a fait hier une visite très-amiable à M. Thiers. Il était accompagné de Mme la maréchale.

Il paraît décidé que M. Thiers se rendra à Fontainebleau pendant les vacances.

D'après mes informations, M. d'Arnim a fait ce matin une visite au président de la république. Il aurait de nouveau témoigné à M. Thiers toute la confiance qu'il avait dans son gouvernement, mais dans son gouvernement seulement.

M. le président de la république a répondu qu'aucun danger n'était à craindre et M. d'Arnim a donné un signe d'assentiment.

Un courrier doit apporter de Berlin ce soir à M. d'Arnim les ratifications; M. Thiers pourrait donc signer le traité demain, puisque l'Assemblée l'a autorisé à le faire.

Ce malin, deux des couloirs on a trouvé le rapport de M. de Broglie absolument insignifiant. M. Thiers en aurait dit, malin, on en a assez mécontent, et il aurait souhaité qu'il y eût une discussion, parce qu'il aurait pu la parole pour faire ressortir les avantages du traité qui a été si violemment attaqué par les monarchistes.

A Belfort, les Prussiens n'ont fait aucune construction nouvelle; ils ont seulement creusé plus profondément les fossés et palissadés les chemins couverts. Ils ont réuni des vivres pour dix-huit mois, ainsi que des bois de blindage. Du reste, ils prennent partout des précautions.

J'apprends que le ministre de l'instruction publique a proposé à la sous-commission du budget la création d'un lycée à Belfort.

Je peux vous affirmer qu'il n'a jamais été question de la démission de M. de Gontaut-Biron; notre ambassadeur se rend aux eaux en Allemagne avec l'autorisation du président de la république.

On m'annonce qu'il est presque convenu que les 50 ou 60 prisonniers qui sont en Allemagne pour purger leur condamnation, seront rendus à leurs foyers, aussitôt après la ratification du traité.

Le gouvernement doit présenter, sinon aujourd'hui, au moins dans la prochaine séance de nouvelles propositions d'impôts qui sont les suivantes:

Impôts sur les patentes..... fr. 28,000,000

Sur le mobilier..... 43,000,500

Sur les portes et fenêtres..... 9,000,900

40 centimes (au lieu de 15) sur la terre

Sur les matières premières..... 63,000,000

Repression des fraudes des bouilleurs de cru..... 20,000,000

Sur les valeurs mobilières (elles sont déjà votées)..... 45,000,000

Créances hypothécaires..... 3,000,000

Métaux..... 9,000,000

Ce qui représente..... fr. 208,000,400

c'est-à-dire la somme nécessaire réclamée par le gouvernement.

(Corresp. financière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 6 juillet.

Lundi aura lieu très-probablement le vote du traité avec l'Allemagne par la Chambre, et l'on croit que dans cette même séance M. Thiers déposera le projet de loi relatif à l'emprunt. Sur la date et sur les conditions de l'opération on ne sait absolument rien encore. Tout ce qui circule à cet égard est du domaine pur de l'hypothèse et nul n'est encore en état de dire si la souscription sera réellement ouverte en juillet ou en août, si les banquiers seront intéressés dans l'opération et pour quelle part, quelles conditions seront faites à la souscription publique. On croit, d'une manière générale, qu'il serait difficile au gouvernement de se passer aujourd'hui du concours des banquiers, et qu'en présence des conditions incertaines que la politique fait au crédit, en regard surtout à l'énormité de la somme à réaliser, le gouvernement hésitera à se reporter exclusivement aux chances de la souscription publique. Le succès de l'emprunt intéresse si immédiatement la libération du territoire qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour éviter les mécomptes qui pourraient surgir au cours de l'opération. Il ne suffit pas, en effet, que l'emprunt soit souscrit, il faut encore et surtout qu'il se classe; il faut que les capitaux qui l'alimentent soient animés eux-mêmes d'une entière confiance, et rien n'est de nature à donner une vive impulsion aux

subscriptions du dedans et du dehors, comme la certitude que toutes les grandes maisons de banque européennes seront elles-mêmes intéressées au succès de l'opération. Les motifs du projet de traité avec l'Allemagne font du reste clairement intervenir les concours des banquiers comme un élément indispensable à la liquidation finale de notre dette à la Prusse; on compte sur les banquiers pour l'acompte des versements qui doivent fournir le troisième milliard. De là à une entente générale qui déchargerait le gouvernement de tout souci et lui laisserait pour ses combinaisons une liberté entière, il semble qu'il n'y ait plus loin.

Provisoirement l'attente de l'emprunt continué à être une cause de stagnation et de baisse pour la bourse. On continue à se faire des ressources pour souscrire. C'est ainsi qu'à la Banque, par exemple, le portefeuille a augmenté cette semaine d'une quarantaine de millions, et cela malgré le son scrupuleux avec lequel est écarté tout papier tant soit peu suspect. La circulation des billets s'est tout à coup relevée de 78 millions. Il est vrai de dire que sur ce dernier chiffre, une trentaine de millions sont imputables à des retraits opérés pour le compte du trésor.

En ce qui concerne la bourse, les tendances, je viens de vous le dire, sont restées à la baisse toute la semaine. On a continué à vendre non pas seulement des rentes, mais à peu près toutes espèces de valeurs, les bonnes surtout, c'est-à-dire celles qui ont toujours un large marché. C'est ainsi que les actions et les obligations de nos grandes compagnies de chemins de fer ont continué à faire les frais d'arbitrages importants en vue du prochain emprunt. Une autre cause encore a accentué la lourdeur des titres de nos sociétés industrielles et financières; je veux parler du nouvel impôt que vient d'établir la Chambre sur les revenus de toutes les valeurs mobilières. Au terme de la nouvelle loi promulguée le 30 juin dernier, la taxe établie est de 3 p. c. du montant des coupons. Les parts d'intérêts dans les sociétés en commandite sont soumises à la même retenue. Aucune distinction de régime n'est faite entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères: les fonds d'Etats, fonds français et fonds étrangers sont seuls exceptés. Un impôt sur la rente aujourd'hui moins que jamais pourrait se justifier chez nous, et puisque les circonstances nous ont condamnés à avoir, nous aussi, une dette extérieure, il n'y avait pas à songer à taxer les rentes étrangères, sous peine de représailles. Le nouvel impôt ajouté aux droits de timbre et de transmission qui supportait déjà la fortune mobilière, représente pour une obligation de chemin de fer français par exemple 7 pour cent du revenu. Aussi le fait que les Compagnies qui ont des travaux à faire voient les conditions de leurs emprunts sensiblement altérées. Ce sont elles qui, en réalité, font les frais de l'impôt pour toute la masse des obligations à émettre et non les acheteurs, ceux-ci étant d'avance désintéressés par les 20 fr. gagnés sur le prix d'acquisition. Le même effet déplorable se produira pour la clientèle du Crédit foncier. La société remet comme on sait, des obligations et ne de l'argent à ses emprunteurs. L'impôt qui a pour effet d'abaïsser dans une mesure correspondante le prix auquel ces obligations s'écoulent sur le marché, retombe en réalité non pas sur l'acheteur, mais sur l'emprunteur. On ne reconnaît plus la marque de l'impôt sur le revenu; c'est l'impôt sur le débiteur, l'impôt sur la gêne.

La taxe sur les parts de commandite n'est pas plus rationnelle. On ne comprendra jamais pourquoi M. X... — M. Puyot-Quertier, si vous voulez, — ne paiera pas l'impôt, sous prétexte qu'il est unique propriétaire de la Foudre, et pourquoi messieurs Z, Schneider et Co, par exemple, le paieront parce qu'ils ont des actionnaires.

Tous ces impôts qu'on nous vote auront grand besoin d'être revus et corrigés; ce sera la tâche de la république, une fois affermie, de mettre de l'ordre dans ces chaos.

Depuis quelque temps les habitants de Saint-Léger-aux-Bois (Jura) s'étaient aperçus de la disparition du sieur Adolphe Pollet, propriétaire. Les gendarmes ayant eu, le 29 juin dernier, connaissance de cette disparition, se rendirent au domicile dudit sieur Pollet; ils trouvèrent la porte de la cuisine ouverte, mais pas d'habitants; ils appelèrent, et une voix leur répondit: « Ouvrez la porte, je suis enfermé. »

En effet, la porte était fermée au dehors au moyen de deux crochets; ils l'ouvrirent et se trouvèrent en face de Pollet vêtu d'une chemise et d'une blouse seulement.

Ce malheureux était enfermé dans cette chambre depuis le 23 juin. On lui passait à manger par un trou, et il était obligé de jeter ses excréments par ce même trou et avec la main; il n'avait aucun ustensile.

La femme Pollet interrogée, dit le Journal de Neuchâtel, prétend que de concert avec son beau-père, Amédée Brunet, demeurant aux entres-Mésanges, commune de Gaille-Sainte-Beuve, elle a enfermé son mari pour l'empêcher de dissiper sa fortune.

Cette femme, qui n'a que vingt-sept ans, a quatre enfants.

Il y a actuellement quatre sièges vacants à l'Assemblée nationale: celui de M. Richier, dans la Gironde, du marquis de Bridieux, dans l'Indre-et-Loire; de M. Steinheil, dans les Vosges, et enfin du général Trochu, dans le Morbihan.

Les élections auront lieu seulement pour la rente des vacances.

Le 6^e conseil de guerre, présidé par M. le lieutenant-colonel Roux de Montchev, vient de condamner à mort par contumace Jules Vallès, rédacteur en chef du Cri du Peuple, et l'un des membres de la Commune.

— CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS. — Versements reçus du mardi 25 juin au lundi 4 juillet de 3,000 déposants, dont 383 nouveaux, 235,135 fr.

Remboursements effectués la semaine dernière, à 4,014 déposants, dont 441 soldés, 199,347 fr.

Bulletin de la bourse de Paris

6 juillet. — Nous n'avons pas de changements significatifs à constater sur les cours précédents ni sur les tendances à la hausse qui se manifestent hier dans la seconde partie de la journée.

La bourse est plus calme, bien qu'elle conserve ses bonnes dispositions.

Mais la spéculation est toujours gênée dans ses mouvements par les bruits qui courent au sujet de l'emprunt, la constante préoccupation du marché.

Ces bruits sont contradictoires; ils ne reposent sur aucune donnée sérieuse et on peut encore les considérer comme de simples hypothèses.

On ne croit pas pourtant aussi carrément à l'imminence de l'émission, et on commence à se ranger à cette opinion qu'elle pourrait bien être ajournée à fin août ou au commencement de septembre.

Les cours de la Rente française ont peu varié; ils se tiennent avec une fermeté qui est due plutôt à l'absence d'offres qu'à l'abondance des demandes.

Le 5 p. c. a fait 83-70 au plus, et il termine à 83-80.

Le 5 p. c. a oscillé de 84-70 à 84-85, et il reste à 84-80.

Les primes ne sont ni demandées ni offertes.

Le 5 p. c. italien est mieux tenu, on du moins avec plus de fermeté; on cote de 66-30 à 66-50.

Les valeurs de crédit se maintiennent dans les cours d'hier, sans affaires. Le Crédit foncier fait 800; le Société générale est à 505. Le Crédit mobilier est offert à 390; le Mobilier espagnol finit à 450.

Le marché des valeurs de chemins de fer est fort incertain; il y a cependant des demandes au comptant sur les obligations, et notamment sur les obligations de la Vendée qui, dans les cours actuels, offrent aux capitaux un emploi assez sûr que rémunérateur.

Les valeurs industrielles ont peu d'oscillations. La reprise des actions du Canal de Suez se maintient sans faire de progrès; on cote au moyen 385.

Sur les obligations de la ville de Paris il se manifeste des dispositions visibles à la reprise: on demande à 245 cotes de l'emprunt 1871.

Au résumé, bourse incertaine et sans préférence marquée pour la hausse ou pour la baisse.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE.

Cor. esp. particulière de l'INDÉPENDANCE.

Berlin, 4 juillet.

Tandis que l'opinion libérale appuie le gouverne-

ment dans sa lutte contre les agressions de l'ultramontanisme, l'organe du parti fédéral et orthodoxe, la Gazette de la Croix, tend la main aux papistes et s'efforce à représenter les jésuites comme tout à fait innocents des faits qu'on met à leur charge. Dans la sortie récente de la curie romaine contre le gouvernement impérial et particulièrement contre le chancelier, M. de Bismarck, la Gazette de la Croix ne reconnaît que des maximes bibliques et chrétiennes, et cubile complètement qu'il faut avoir. C'est, du reste, un langage conforme à celui de nos orthodoxes, qui reviennent aussi par eux cette infailibilité qu'il convient au Pape. Or, cette prétention est la négation de l'essence du protestantisme et c'est ainsi que nos ultraradicaux jouent le jeu de leur plus redoutable ennemi.

Le ministre des finances, M. Camphausen, a reconnu la nécessité d'augmenter les appointements des fonctionnaires de l'Etat. Déjà, au budget de l'exercice courant

que S. A. a amené avec elle son ministre des affaires étrangères, Nubar pacha.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

France.

PARIS, dimanche, 7 juillet.

Une note du Journal officiel dit: «L'enquête faite à Courbevoie prouve que le colonel Lahayrie a châté justement l'insulteur qui a reconnu avoir cédé à des instigations étrangères.»

Outre-Mer.

New-York, samedi, 6 juillet.

L'exportation d'or, pendant la semaine a été de 2,750,000.

1,569 personnes sont mortes la semaine dernière en cette ville.

Les steamers *Donau* et *Andrew* sont arrivés.

New-York, samedi, 6 juillet.

Agio sur l'or, cours de clôture, 113 5/8; plus haut, 113 3/4; plus bas, 113 5/8; change en or sur Londres, 410 0/0; id. sur Paris, 520 0/0; 5/20 bonds américains (1893), 115 5/8; 5 p. c. id. (1874), 113 5/8; actions du chemin de fer illinois, 137 1/2; id. Erie, 59 0/0; Chicago, 60 0/0; Central Pacific, 102 0/0; Union Pacific, 60 0/0; coton, 25 1/2.

SESSION DES CONSEILS PROVINCIAUX.

Hainaut.

Séance du 4 juillet.

Nomination d'une commission chargée de faire une enquête sur les élections du canton de Roux.

Séance du 5 juillet.

Il est donné communication à l'assemblée d'une requête par laquelle des cultivateurs de Bédiers prient le conseil d'abolir les barrières sur les routes provinciales.

L'assemblée adopte un projet de résolution qui soumet M. le baron du Sart, de la 4^e commission, pour autorisation aux hospices de Mons d'abandonner à l'Etat l'établissement des femmes aliénées de cette ville, et disposant que le subside de 36,000 fr. accordé en 1870 pour l'amélioration de cet asile, sera liquidé au profit des hospices à mesure de l'avancement des travaux.

Après plusieurs vœux approuvés de demandes de transfert, le conseil s'ajourne à mardi.

Lige.

Séance du 5 juillet.

Le conseil a discuté les conclusions du rapport de M. Neuf sur l'état des élections de Stavelot. Une discussion longue et animée s'est engagée entre MM. Carvynels, de Hanze, Dorey, Olivier, Neuf, Harbart et Neuman, concernant les bulletins contestés de cette élection, qui a cependant été validée à une grande majorité. Les deux nouveaux conseillers provinciaux du canton de Stavelot, M. Rigo et Lhoist-Masseigne, ont immédiatement prêté le serment prescrit par la loi.

Les conclusions du rapport de M. Dorey sur l'élection de Limbourg ont été adoptées par le conseil à l'unanimité sans discussion.

A la fin de la séance, le conseil a procédé à l'élection des membres de la députation permanente, mais un grand nombre de conseillers, vu l'heure avancée, ont quitté la séance au moment de l'élection.

MM. Germeau, Fabry, Lejeune, Libert, Massart et Donckier sont restés membres de la députation permanente.

Namur.

Séance du 5 juillet.

Des propositions sont déposées savoir: 1^{re} Proposition de M. de Stavelot, Puellet et Jobart, conçue en ces termes: «Nous avons l'honneur de demander au conseil de décider que la province sera l'avance à titre de prêt à la ville de Dinant, de la somme nécessaire au paiement des indemnités allouées par justice pour les entrepreneurs de constructions, et d'indemnités pour l'emploi de ces entrepreneurs.»

2^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

3^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

4^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

5^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

6^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

7^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

8^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

9^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

10^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

11^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

12^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

13^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

14^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

15^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

16^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

17^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

18^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

19^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

20^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

21^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

22^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

23^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

24^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

25^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

26^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

27^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

28^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

29^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

30^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

31^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

32^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

33^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

34^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

35^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

36^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

37^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

38^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

39^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

40^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

41^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

42^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

43^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

44^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

45^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

46^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

47^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

48^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

49^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

50^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

51^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

52^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

53^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

54^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

55^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

56^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

57^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

58^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

59^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

60^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

61^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

62^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

63^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

64^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

65^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

66^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

67^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

68^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

69^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

70^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

71^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

72^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

73^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

74^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

75^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

76^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

77^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

78^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

79^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

80^e Proposition de M. Piret, marquis de Trazegnies.

et François, tendant à ce que le conseil émette le vœu que dans la prochaine session le jury législatif institué par une loi spéciale, une banque au capital de 360,000,000, sous la dénomination de Banque Nationale Agricole, ayant pour objet de favoriser l'agriculture au moyen des mêmes avantages dont jouissent l'industrie et le commerce par la circulation fiduciaire, en apportant à cette loi les modifications nécessaires à la loi du 16 décembre 1871 sur le régime hypothécaire.

Ces propositions seront développées ultérieurement.

TRIBUNAUX.

Cour d'assises du Brabant.

Audience du 5 juillet.

(Présidence de M. le conseiller RECKMAN.)

AFFAIRE BUIS. — DOUBLE TENTATIVE D'EMPOISONNEMENT. — RENVOI APRÈS CASSATION. — NOUVELLE CONDAMNATION.

A cette audience, la cour avait à statuer dans une affaire criminelle, celle de Buis, accusé d'avoir tenté l'empoisonnement de la femme de son frère, le principal objet du débat dans cette cause d'une certaine gravité.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

Le nommé Buis (C.-J.-M.), âgé de 27 ans, pâtissier-confiseur, né à Alost, demeurant à Anvers, fut renvoyé au commencement de cette année, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles, devant les assises de la province d'Anvers, comme inculpé d'avoir, à Anvers, le 9 janvier 1873, volontairement et avec intention de donner la mort, commis une double tentative d'empoisonnement sur les personnes de Ad.-Eug. Degenne et de Marie-Thérèse Vandenberghe, femme du précédent.

Le mobile criminel, d'après l'accusation, aurait été l'envie, la convoitise, l'avidité de la prospérité du commerce et du bonheur domestique des deux époux. Buis, accusé d'avoir conçu l'horrible pensée de les faire mourir par le poison, et cette idée criminelle lui aurait été suggérée par le diable.

proposons un réquisitoire basé sur le raisonnement de l'arrêt de cassation.

Le réquisitoire, après avoir développé des conclusions opposées à celles du ministère public, en droit, appose quelques considérations en fait, en ce qui touche les circonstances atténuantes, en faveur de son client.

Le PRÉSIDENT demande à l'accusé s'il n'a rien à ajouter à sa défense et sur le réquisitoire du ministère public.</

Ayuntamiento de Madrid